



10 MILLIONS !

**Un plafond arbitraire
qui n'amène rien,
à part le chaos !**

**INITIATIVE
CHAOS NON**

14 JUIN

www.non-chaos.ch

Avec l'initiative UDC, on va droit dans le mur !

L'initiative veut plafonner la population à 10 millions d'habitants. Elle impose des mesures drastiques déjà à partir de 9,5 millions, soit dans environ cinq ans. **Cela impactera notre vie de tous les jours, nos services publics et nos PME, les caisses de l'État et les relations avec nos voisins européens.** Se contenter de fixer un plafond arbitraire dans la Constitution ne va pas faire disparaître les problèmes actuels. L'initiative ne propose aucune solution, mais crée de nouveaux problèmes.



Instabilité géopolitique, guerres commerciales et franc fort, nos PME et nos artisans n'ont pas besoin d'une crise supplémentaire. Cette initiative représente un réel danger !

David Guenin
Président de la Chambre neuchâteloise
du commerce et de l'industrie (CNCI)

Le chaos dans la vie quotidienne

La population suisse augmente, mais vieillit. Ces 20 dernières années, le nombre de personnes de +65 ans a augmenté trois fois plus que celui des 15-64 ans. Chaque année, des dizaines de milliers de personnes partent à la retraite sans pouvoir être remplacées, faute de jeunes pour prendre la relève. **Certains secteurs manquent déjà de personnel. Si nous ne pouvons plus recruter de travailleurs européens, c'est le chaos assuré.**

- **Hôpitaux débordés** : les temps d'attente s'allongeront, les opérations seront reportées et la prise en charge se dégradera. Le moral des soignants aussi !
- **Aides à domicile en crise** : risque pour les personnes âgées de ne plus pouvoir rester vivre à la maison. Seule alternative : l'EMS, où les places et le personnel manquent déjà aujourd'hui.
- **Chantiers à l'arrêt** : délais d'attente à rallonge pour un simple dépannage sanitaire, rénovations repoussées aux calendes grecques. Et on ne parle même pas de la construction de nouveaux logements !
- **Restaurants et hôtels en difficulté** : le petit restaurant qu'on aime tant réduira son offre et ses jours d'ouverture, voire fermera.



L'initiative aggraverait la pénurie de professionnels de la santé. Sans soignants ni médecins de l'étranger, les délais de prise en charge seraient allongés et certaines prestations risqueraient d'être abandonnées.

Marilyne Delemonte
Directrice de l'Hôpital de la Providence

24heures



Interview du Président
de la Confédération

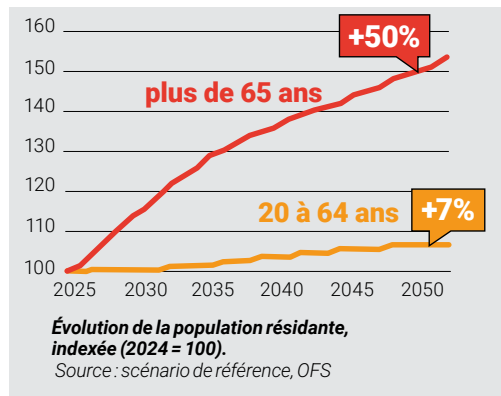
« Pour le Conseil fédéral, cette initiative est trop rigide.

Il va s'engager pour démontrer les risques qu'elle pose. L'économie, qui peine déjà à trouver des personnes qualifiées à cause notamment de la dénatalité et du vieillissement de la population, serait lourdement impactée... »

Guy Parmelin, Conseiller fédéral UDC
Publiée dans 24 Heures le 28.12.25

AVS encore plus sous pression

Avec le vieillissement de la population, il y a toujours plus de retraités et de moins en moins de salariés pour financer les rentes. Ces 20 dernières années, les travailleurs européens, qui cotisent quasi deux fois plus que ce qu'ils touchent, ont permis d'atténuer le problème. Sans eux, nous devrions ponctionner encore plus les salaires, travailler plus longtemps ou baisser les rentes. Ou les trois.



Une prévoyance vieillesse solide repose sur les cotisations des actifs. La libre circulation des personnes nous garantit l'accès à une main-d'œuvre qui permet de maintenir l'équilibre de notre économie et, par conséquent, de notre prévoyance vieillesse. L'initiative, en revanche, affaiblit l'économie et l'AVS en imposant un plafond arbitraire. Je vote NON.

Dr. Serge Gaillard
Ancien chef de la Direction du travail du SECO
et de l'Administration fédérale des finances

Chaos dans les relations bilatérales avec nos voisins

L'initiative est contraire à la libre circulation des personnes. Y renoncer mettra en péril toute la voie bilatérale existante, y compris les accords de Schengen/Dublin. Avec tous les conflits et tensions actuels, la Suisse a plus que jamais besoin de stabilité. **Les initiants sabordent délibérément nos relations avec nos principaux alliés.** Et ce n'est pas fini : l'initiative met aussi en danger notre accès privilégié au marché européen, où la Suisse réalise **plus de 50% de ses exportations, soit pratiquement trois fois plus que vers les États-Unis.** Entre les droits de douane, le franc fort et les incertitudes, nos entreprises et PME ont déjà assez de problèmes. Ce n'est pas le moment de leur en créer de nouveaux ! **Il en va de nos postes de travail, nos salaires et notre niveau de vie à tous.**

Autogoal en matière de sécurité

Sans l'accord de Schengen, l'insécurité augmentera fortement. Nos polices perdront l'accès à la base de données criminelle européenne. Privées de cet outil essentiel, elles se retrouveront sourdes et aveugles dans la lutte contre le crime organisé, les trafics en tous genres, le terrorisme, l'immigration illégale et la recherche de personnes disparues, d'armes et d'objets volés. En plus, les contrôles fastidieux aux frontières reviendront pour les simples citoyens, avec les embouteillages et les files d'attente qui vont avec.

Perte de contrôle sur l'asile

Alors que l'initiative prétend « reprendre le contrôle de l'asile », elle produira exactement le contraire. En faisant tomber l'accord de Dublin, elle créera un appel d'air massif. Car n'importe quel requérant débouté dans un pays de l'UE pourra venir déposer une nouvelle demande en Suisse. Notre pays se retrouvera submergé par un flux incontrôlable de requérants, d'autant que les renvois vers le premier pays d'entrée ne seront plus possibles.

NON à un plafond rigide et arbitraire **NON à une baisse de notre niveau de vie !**



Damien Cottier
Conseiller national
Président UNAM



Olivier Haussener
Président FNE
(Fédération Neuchâteloise
des Entrepreneurs)



Gregory Huguelet-Meystre
Président PLRN



Roxane Zappella
Directrice FER Neuchâtel



Manon Freitag
Co-Présidente du groupe
PLR-Centre au Grand Conseil



Maxime Auchlin
Président des Vert'libéraux
neuchâtelois



Pierre-Daniel Senn
Vice-Président de
l'USAM et de l'UNAM

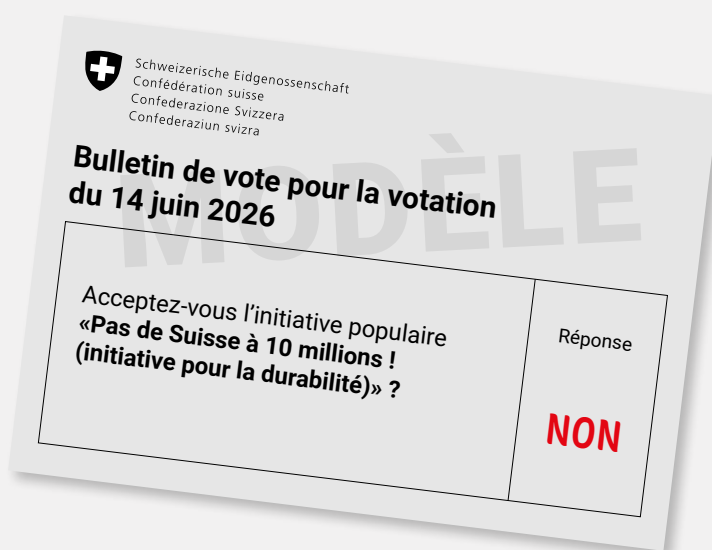


Philippe Bauer
Président de la Convention
patronale et de la Fédération
Neuchâteloise
des associations
professionnelles du Second
Œuvre (FNSO)

Ils disent tous NON

Une large alliance rejette cette initiative, qui n'amène aucune solution aux problèmes existants, mais en crée toute une série de nouveaux. C'est pourquoi ils disent tous NON :

- Conseil fédéral
- Parlement
- Conférence des gouvernements cantonaux
- PLR
- Le Centre
- Vert'libéraux
- PEV
- Association des communes suisses
- Associations économiques
- Et de nombreuses autres organisations



Alliance interpartis « NON à l'initiative du chaos »
c/o PLR, Les Libéraux-Radicaux Suisse, Neuengasse 20, 3011 Berne

INITIATIVE CHAOS NON

www.non-chaos.ch

14 JUIN